

L'euro en première ligne après le « non » français

lundi 30 mai 2005

Reuters

PARIS (Reuters) - Le rejet par la France du traité constitutionnel européen a fait plonger l'euro sur les marchés asiatiques lundi et les inquiétudes des investisseurs sur les perspectives de l'Union économique et monétaire risquent de pénaliser la monnaie unique européenne plus que les marchés obligataires et d'actions, selon les économistes.

L'euro a touché un point bas de près de sept mois à 1,2516/19 dollars peu après l'annonce des estimations des instituts de sondages selon lesquelles le « non » l'avait emporté avec 54,5 à 55,6% des voix.

La devise européenne avait terminé à 1,2573 dollar en clôture, vendredi à New York.

« L'euro sera sans aucun doute le plus fortement atteint. Le pourcentage en faveur du 'non' est vraiment significatif. La victoire très claire du 'non' peut faire chuter l'euro à 1,25-1,24 dollar demain (lundi) matin et cela peut aller au-delà d'un impact à court terme », soulignait dans la soirée Chloé Magnier, économiste chez CM-CIC Securities.

Les deux principales places de changes mondiales, Londres et New York, sont fermées lundi et les conséquences du rejet par la France du traité constitutionnel européen ne pourraient donc se faire pleinement sentir que le lendemain.

AMPLEUR INATTENDUE

L'euro a déjà baissé de plus de 5% contre le dollar depuis la mi-mars, date à laquelle les premiers sondages laissant augurer une victoire du « non » ont été publiés.

L'ampleur du rejet conduit toutefois les économistes à prédire une accentuation du recul de la monnaie unique contre le billet vert.

« Un 'non' à 51 ou 52% était déjà dans le marché mais à 55% c'est un peu surprenant et cela pèsera surtout sur l'euro », note Franz Wenzel, d'Axa Investment Managers.

« Cela va affecter le sentiment des marchés à l'encontre de l'euro, qui va sans doute enfoncer les 1,25 dollar (...) Il est plus vraisemblable que l'on verra l'euro à 1,20 dollar qu'à 1,30 dans les trois prochains mois », renchérit Kit Juckes, stratégeste chez RBS Financial Markets.

LES MARCHES PERIPHERIQUES SOUS PRESSION

Les marchés obligataires de la zone euro devraient être moins exposés, selon les économistes.

Ils tablent au pire sur un élargissement temporaire de l'écart de rendement entre la France et l'Allemagne, les deux piliers de l'Union économique et monétaire. En revanche, ils n'excluent pas des pressions plus marquées sur la dette de pays périphériques.

« Les marchés périphériques devraient souffrir et les investisseurs vont continuer à privilégier les

valeurs-refuges. Ce soir, je préférerais détenir des obligations finlandaises, pour lesquelles je suis sûr des fondamentaux, que des obligations grecques. Le spread sur la dette italienne devrait aussi augmenter », remarque Kit Juckes.

« Au centre, il y a une zone économique dont le taux de croissance est compris entre 1% et 2% avec 2,0% d'inflation et une Banque centrale européenne qui ne va pas augmenter ses taux d'intérêt dans l'immédiat. Aussi, s'il y a des dégagements massifs sur le marché des bunds en réaction à une baisse de l'euro lundi, on reviendra assez rapidement aux fondamentaux », poursuit-il.

Les marchés financiers en Europe de l'Est et en Turquie avaient largement anticipé le vote négatif lors du référendum français. S'ils pourraient se reprendre rapidement, les marchés turcs risquent de rester volatils en raison des inquiétudes sur un éventuel report de la date de début des négociations d'adhésion d'Ankara à l'Union européenne, actuellement prévue en octobre.

« Les marchés financiers en Europe de l'Est et en Turquie vont être quelque peu sonnés par le résultat du référendum français », prévient Wike Groenenberg, stratéliste marchés émergents chez Citigroup.

« Je ne m'attends pas à des dégagements massifs en Europe de l'Est car dans ces marchés le 'non' était largement attendu », ajoute-t-elle. « En revanche, les marchés financiers turcs vont rester volatils, certains investisseurs s'inquiétant d'un report du début des négociations sur l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne. »

« Je ne pense pas, toutefois, que les dirigeants de l'UE ne voudront pas ou ne pourront pas modifier la date de début des négociations. Aussi les marchés financiers turcs finiront, eux aussi, par bien se comporter. »

La perspective d'une accentuation de la baisse de l'euro pourrait bénéficier aux marchés actions pendant quelques jours, fait valoir Nicolas Bouzou de l'Institut Xerfi.

« On a pu observer la semaine dernière une remontée du CAC 40 tirée par les valeurs exportatrices qui profitent de la baisse de l'euro par rapport au dollar », remarque-t-il.

« Mais, il est probable que l'essentiel de cet effet s'est déjà matérialisé », tempère-t-il.